

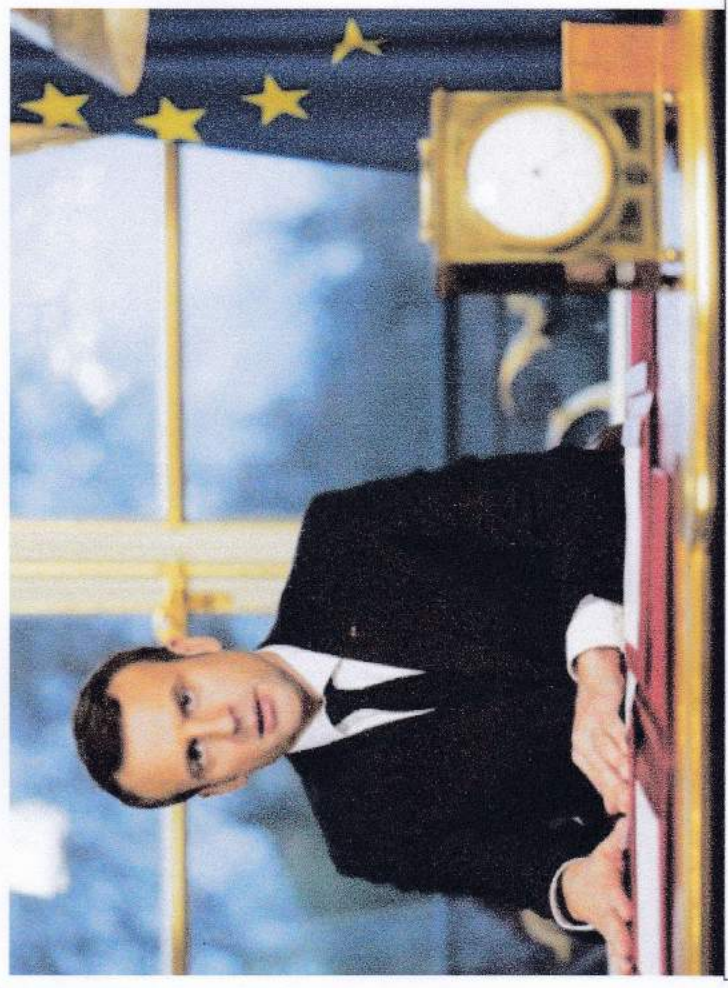
COUR DES COMPTES NKM CLUB ENTREPRENEURS LES CLÉS DE DEMAIN REVOLUTION@WORK

CHALLENGES > ÉCONOMIE
Économie

Macron lance son big bang de la réforme de l'administration et de la gestion des fonctionnaires

Par David Bensoussan et Alice Mérieux le 07.02.2018 à 09h30

Départs volontaires, croissance zéro pour la dépense publique... L'exécutif avance des objectifs ambitieux pour l'un des gros chantiers du quinquennat. Avec une méthode nouvelle. Suffisant pour éviter les écueils habituels ?



SAMSUNG - Galaxy S8 noir

29 €

JUSQU'AU 25 FÉVRIER

+ 80€ OFFERTS*
en E-tickets Keekoo®

avec le code : **GIVRE**

► J'EN PROFITE

-10%

sur le prix du gaz naturel et électricité verte

Crédit Mutuel
VOUS AUSSI DEVEZ ÊTRE CLIENTS-SOCIÉTAIRES DU CRÉDIT MUTUEL.

ÇA M'INTÉRESSE →

L'Écho des ARENES
Selon nouvelle obligation de baisse hausse

OK, TOI

ant votre navigation, vous acceptez nos

À LA UNE CETTE SEMAINE

Davantage de contractuels

Pour l'heure, difficile de séparer ce qui relève de décisions concrètes et de louables intentions. Car le Premier ministre a veillé à ouvrir une discussion d'un an avec les syndicats, qui freinent des quatre fers, à l'image de la FSU dénonçant " la fin d'une fonction publique au service de l'intérêt général ". Bien sûr, nous garderons le statut des fonctionnaires ", a tenté de rassurer Emmanuel Macron. Parmi les mesures avancées, figure la hausse des emplois de contractuels, qui représentent déjà 22 % des fonctionnaires. Une garantie contre l'inflation des effectifs ? Pas sûr. Depuis 1946, la France a connu une quinzaine de plans de titularisation, qui ont accordé le sacro-saint statut à des centaines de milliers de personnes initialement embauchées sous contrats. Le dernier avait été lancé sous Nicolas Sarkozy en 2012, après cinq ans de non-remplacement d'un départ à la retraite sur deux... " Et contrairement à une idée reçue, il est plus difficile de muter des contractuels dans d'autres services ou régions que des fonctionnaires sous statut ", pointe François Ecalte, spécialiste des finances publiques.

Autre annonce choc : le " plan de départs volontaires ". Les contours en demeurent flous, concernant a priori des services administratifs " restructurés ". La recette n'est d'ailleurs pas nouvelle : une " indemnité de départ volontaire ", plafonnée à deux ans de salaire hors prime, existe depuis le quinquennat de Nicolas Sarkozy. En 2010, au plus fort de la Révision générale des politiques publiques, quelque 1.041 fonctionnaires en avaient bénéficié pour un coût de 33 millions d'euros. Depuis, elle ne concerne chaque année qu'une dizaine d'agents. " Si on voulait convaincre plus de fonctionnaires, il faudrait sûrement relever le montant du pécule ", estime François Ecalte. Les ministères pourront piocher dans le fonds de 700 millions d'euros dédié à la modernisation des administrations.

" Plus largement, l'objectif est de donner la possibilité aux fonctionnaires qui le souhaitent de se reconverter dans le privé, décrypte Thomas Cazenave, délégué interministériel à la transformation publique. Ainsi, le ministère de la Défense dispose déjà d'une agence de reconversion qui accompagne avec succès les anciens militaires sur le marché du travail. " Le gouvernement veut aussi développer les passages entre les



ACHETER >

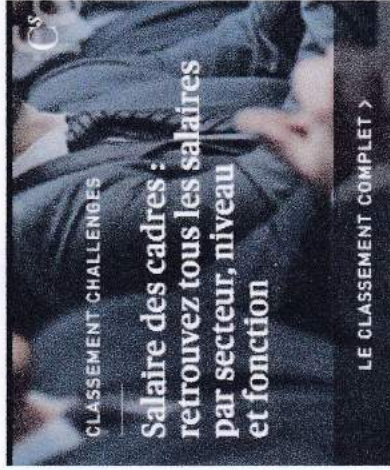
S'ABONNER >

JUSQU'AU
25 FÉVRIER

JUSQU'À
+ 80€
OFFERTS
en E-tickets Kindle®

avec le code :
GIVRE

► J'EN PROFITE



AILLEURS SUR LE WEB



Nouvelle Nissan LEAF, l'électrique a trouvé son nouveau design !
NISSAN

Jusqu'au 20 Février pour

ÇA M'INTÉRESSE →

Crédit Mutuel
VOUS AUSSI DEVENEZ
CLIENTS-SOCIÉTAIRES DU CRÉDIT MUTUEL



-10%

sur le prix du gaz naturel et électricité verte

